

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(98)/ST/87

20 mai 1998

(98-2090)

CONFERENCE MINISTÉRIELLE
Deuxième session
Genève, 18 et 20 mai 1998

Original: anglais

BRUNEI DARUSSALAM

Déclaration distribuée par S.E. M. Pehin Dato Abdul Rahman Taib,
Ministre de l'industrie et des matières premières

Au nom de la délégation du Brunéi Darussalam, je voudrais vous féliciter pour votre élection à la présidence et vous remercier, ainsi que le gouvernement et le peuple suisses, pour la chaleureuse hospitalité qui nous est prodiguée durant notre séjour à Genève. Je tiens aussi à rendre hommage au Directeur général et à son équipe pour leur précieuse contribution et à exprimer ma satisfaction des efforts accomplis pour renforcer le Secrétariat de l'OMC.

Quatre années ont passé depuis que nous nous sommes réunis à Marrakech pour achever les négociations commerciales multilatérales les plus exigeantes qui aient jamais été menées. Et la première Conférence ministérielle qui s'est tenue à Singapour nous a confié un énorme programme de travail à accomplir.

Cela nous amène à poser la question: Quelles sont nos priorités?

A nos yeux, la mise en oeuvre des engagements découlant du Cycle d'Uruguay devrait demeurer notre priorité absolue. Si nous voulons que les avantages acquis se concrétisent, nous devons faire en sorte que ces accords soient intégralement et scrupuleusement mis en oeuvre.

Ce faisant, nous reconnaissons les nombreux problèmes qui doivent être résolus. Les innombrables prescriptions en matière de notification et de législation, entre autres, mettent fortement à contribution les ressources limitées des petits pays en développement, qui doivent aussi faire des efforts d'ajustement structurel coûteux et qui leur posent souvent des problèmes particuliers. Il serait en vérité très utile que certaines mesures, notamment mais pas uniquement l'assistance technique, soient dûment privilégiées.

J'en viens maintenant à la question des activités futures. J'ai écouté ce que les autres participants ont dit ces derniers jours et je conviens que la mondialisation n'est plus une simple notion abstraite mais de plus en plus une réalité, qui a rendu plus complexe la structure de l'économie mondiale. Il est aussi généralement reconnu que la meilleure façon d'aller de l'avant pour les pays qui se trouvent dans cette situation est de poursuivre la libéralisation progressive du commerce.

La discipline qu'impose le marché est sans aucun doute utile. Mais, pour faire en sorte que tous les pays Membres en tirent un avantage, il est impératif que les pays en développement Membres disposent d'un délai suffisant pour développer leur propre capacité de résoudre les problèmes.

C'est pourquoi nous devrions faire preuve de réalisme dans nos attentes. Les ressources de l'OMC ne doivent pas être gaspillées sur des questions sujettes à controverse et susceptibles de nous diviser. Nous estimons donc qu'à ce stade, il serait prématuré de faire progresser les travaux sur le commerce et l'investissement, le commerce et la politique en matière de concurrence, et la transparence des pratiques de passation des marchés publics au-delà des travaux exploratoires prévus lors de la première Conférence.

En ce qui concerne plus particulièrement le commerce et l'environnement, nous espérons que les préoccupations écologiques continueront d'être prises en considération d'une manière qui n'entrave pas l'accès aux marchés. A cet égard, le Comité du commerce et de l'environnement devrait continuer d'évaluer les liens entre les dispositions commerciales des accords environnementaux multilatéraux et le système commercial multilatéral.

Pour ce qui est de la question du commerce électronique, nous reconnaissons que les progrès technologiques ont profondément modifié la façon dont nous menons nos affaires. Cela dit, avant d'aller plus loin, il nous faut comprendre pleinement toutes ses implications. Nous sommes disposés, néanmoins, à suivre le programme de travail proposé.

Sur tous ces points, nous souhaitons réitérer notre appel pour que les intérêts des pays en développement ne soient pas relégués au second plan. Après tout, le commerce est un moyen d'atteindre une fin. Aucun pays ne devrait être laissé en marge. Le plus grand défi qui nous attend est donc de concilier les divers besoins et aspirations de tous les Membres.

Nous voudrions également réitérer notre ferme soutien au caractère universel de l'OMC. Nous demandons instamment que le processus d'accession des pays candidats, dont certains sont membres de l'ANASE, soit mené à terme dans les meilleurs délais.

Enfin, nous nous félicitons vivement de la proposition des Etats-Unis d'accueillir la prochaine Conférence. Le geste fait par les Etats-Unis à ce moment crucial est de bon augure pour l'avenir du système commercial multilatéral.
